

La jeunesse en mutation. D'un temps social à un espace social précaire

Changing Youth: Social Precariousness - a Shift from Time to Space

Jean-François RENÉ

Volume 25, numéro 1, printemps 1993

La gestion du social : ambiguïtés et paradoxes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/001628ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/001628ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (imprimé)

1492-1375 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

RENÉ, J.-F. (1993). La jeunesse en mutation. D'un temps social à un espace social précaire. *Sociologie et sociétés*, 25(1), 153-171.
<https://doi.org/10.7202/001628ar>

Résumé de l'article

Partant du constat d'une transformation du modèle d'"entrée dans la vie" et des conditions d'accès à l'âge adulte, cet article propose, en se fondant sur une démarche empirique complémentaire, un cadre d'analyse de la forme que prend aujourd'hui la jeunesse. Étant donné la précarisation que connaissent des modes de vie d'une portion importante des nouveaux jeunes adultes, l'article émet l'hypothèse que la jeunesse, d'un temps social, se transformerait en un espace social. Un "espace social précaire" constitué de propriétés et traversé par des tensions reflétant la présente conjoncture de changement. Un espace au sein duquel on trouve 6 stratégies de vie, formant une typologie des principales façons de composer avec les ressources disponibles.

La jeunesse en mutation: d'un temps social à un espace social précaire¹

JEAN-FRANÇOIS RENÉ

Dans ses travaux sur la jeunesse française, Olivier Galland souligne la difficulté que pose l'utilisation du concept de jeunesse, qu'il juge à la fois « trop flou et trop "manipulable" » (1984, p.49). Il propose de remplacer ce concept par celui de « passage à l'âge adulte » ou « d'entrée dans la vie », soit un temps correspondant « à des changements de statuts: le début de la vie professionnelle, le mariage, le départ de la famille d'origine » (*ibid.*, p.50). Or, comme le rappelle l'auteur, nous assistons depuis un certain nombre d'années, et c'est valable autant pour le Québec que pour la France, à une importante modification dans la façon de vivre cette « entrée dans la vie ». Globalement, il nous faut de plus en plus parler d'un allongement, d'une indétermination croissante de ce temps de passage. En fait, il y aurait ici un tel phénomène de prolongation, que nous pourrions maintenant observer un changement de modèle :

Nous sommes en train de passer d'un modèle de l'identification à un modèle de l'expérimentation. Le premier est caractéristique de la société du XIX^e siècle et il est encore puissant. Dans une société où domine l'immobilité sociale, l'entrée dans la vie s'effectue sous le signe de la continuité des générations et de la transmission de valeurs et de compétences au sein même du milieu familial. [...] Dans le milieu ouvrier [...], la présentation du fils à l'usine, l'introduction aux valeurs et aux secrets du métier, constituaient des formes de socialisation professionnelle dans lesquelles le père tenait la première place. À ce modèle fondé sur la transmission familiale se substitue progressivement un modèle où les nouvelles générations puisent hors du cadre familial leurs compétences — c'est le fait le plus évident — , mais aussi plus largement leurs schèmes de référence dans la construction de leur identité socio-professionnelle (Galland, 1991, p.160).

Une telle crise de l'ancien modèle a également été observée par plusieurs autres chercheurs en Occident (Dubet, 1987 ; Gauthier, 1988 ; Melucci, 1988 ; Zoll, 1992). En

1. Le texte suivant est extrait d'une étude beaucoup plus exhaustive. Il représente en quelque sorte le cadre d'analyse qui s'est constitué en interaction avec un important matériau qualitatif, à base de récits de vie. Les données complètes de cette recherche seront publiées ultérieurement.

fait, l'insertion sociale et professionnelle des nouvelles générations, antérieurement bali-sée par des rituels de passage intimement liés à de fortes références identitaires (la famille, le foyer, le travail, etc.), apparaît maintenant transformée par un certain nombre de facteurs liés à la présente conjoncture de changement (réorganisation du marché du travail, transformation dans les rapports de couple, bouleversements ethno-culturels, etc.):

Le passage de l'école au travail s'effectue dorénavant au gré de toute une série d'étapes transitoires dont la définition emprunte à la fois à la formation, au chômage et à l'activité professionnelle; de la même manière, la transition de la famille d'origine à la formation d'un couple stable s'étale sur une période de plus en plus longue durant laquelle apparaissent de nouveaux modes de vie (vie en couple non marié, vie entre amis, vie solitaire) (Galland, 1991, p. 147).

Mais, contrairement à ce que Galland affirme, ce ne sont pas seulement les facteurs liés au modèle d'entrée dans la vie qui se transforment ici, accentuant l'indétermination et le prolongement de la jeunesse. Il m'apparaît important de pointer également du doigt des facteurs antérieurs à cette période de vie, des facteurs issus de difficultés vécues tant dans la vie dans la famille d'origine que durant les années d'école.

Ainsi, comme l'a fort bien identifié la dernière Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux au Québec (la Commission Rochon), depuis deux bonnes décennies la famille québécoise ne répond plus au modèle traditionnel, «de la famille qui demeure "une" tout au long de la vie des conjoints mariés» (Commission d'enquête, 1988, p.20). Aujourd'hui, une famille québécoise sur cinq est monoparentale, et le nombre de familles reconstituées va grandissant (Commission d'enquête, 1988, p.21). Si la tendance se maintient, d'ici quelques années, près de 40 % des mariages se termineront par un divorce (p. 22). De tels bouleversements entraînent un climat d'instabilité au sein duquel grandissent de nombreux enfants. Une recherche plus particulière auprès des 12-18 ans résumait ainsi la situation: «les jeunes sont partiellement privés de modèles sociaux auxquels se rapporter ou s'identifier, puisque les modèles des générations précédentes tendent à devenir obsolètes alors que les nouveaux modèles sont encore en émergence» (Commission d'enquête, 1987, p. 17).

De son côté, l'école québécoise a également sa part de responsabilité dans l'actuelle indétermination d'une portion des jeunes adultes québécois. Ces dernières années, près de 40 % des jeunes quittent l'école avant d'avoir terminé leur secondaire (Langlois, 1990). Et l'un de ses écueils majeurs touche la formation professionnelle, particulièrement au secondaire. Comme l'ont montré certains travaux récents (Dandurand, 1986; Payeur, 1990), cette formation est devenue avec les années une sorte de laissez-passer vers l'assurance-chômage ou l'aide sociale. Rien donc pour faciliter, le moment venu, le passage de l'école au marché du travail.

En conséquence, comment s'étonner de l'importance du taux de chômage et du niveau de pauvreté des 15-24 ans? Au Québec, au début des années quatre-vingts, la récession économique aidant, le taux de chômage des 15-24 ans grimpe à 23,15 %, avant de redescendre et de se stabiliser un peu au-dessus de 15 % pour le reste de la décennie, ce qui le situe tout de même encore 5 points au-dessus du taux de chômage des 25-44 ans. Et de tels chiffres ne tiennent compte ni des jeunes assistés sociaux ni de ceux qui «décrochent complètement» du système. En 1986, le sous-emploi aidant, 27,7 % des jeunes familles et 59,1 % des jeunes considérés comme personnes seules se retrouvent sous le seuil de la pauvreté (Langlois, 1990, p. 15). Pour les familles, ce taux représente le double de la moyenne nationale. Pourtant, pas plus tard qu'en 1975, 17,6 % des jeunes familles québécoises étaient considérées statistiquement pauvres, soit à peine un peu plus que dans les autres groupes d'âge (en moyenne environ 14 %) (*ibid*, p. 105).

Face à une telle conjoncture économique, liée à une restructuration plus profonde du marché du travail, force est d'admettre qu'aujourd'hui, pour une majorité de jeunes,

même avec une formation universitaire, il est très difficile de décrocher un emploi à plein temps, permanent et protégé syndicalement (Provost, 1987). Une large portion de la jeunesse québécoise est vouée à n'occuper que des emplois non permanents. Dans les faits, bien peu de jeunes sont embauchés et, quand on les embauche, c'est généralement pour les confiner à des emplois temporaires.

Découlant d'une modification tant dans les conditions d'accès que dans l'entrée dans la vie adulte, il nous est possible d'observer bien plus qu'une simple prolongation de ce temps de passage. Plusieurs chercheurs s'entendent sur la précarité d'une portion des jeunes adultes d'aujourd'hui (Baethge, 1985; Dubet, 1987; Gauthier, 1988; Zoll, 1992). Une précarité qui prend parfois de multiples visages, touchant tant la difficile insertion économique qu'une instabilité permanente au sein de la famille d'origine ou dans les rapports amoureux. Cette vie précaire, elle s'expérimente d'une multitude de façons. Ainsi, elle renvoie parfois à d'intéressantes explorations sur le plan des modes de vie « alternatifs », du rapport au travail et des formes d'agrégations (Grell, 1985; Lazure, 1986; Lesage, 1986; René, 1986). Par contre, d'autres avenues apparaissent moins roses. Plusieurs jeunes qui vivent une situation précaire se retrouvent devant bien peu de choses, parfois en situation de crise personnelle majeure (Lamontagne *et al.*, 1987; Gauthier, 1988). En ce sens, la précarité des jeunes peut prendre aujourd'hui de multiples visages, en fonction de l'âge, du sexe, de l'origine de classe et de la race.

Conséquemment, une telle précarité dans les modes de vie et le rapport au travail des jeunes générations me porte à croire que nous assistons à une modification importante de la forme que prend aujourd'hui la jeunesse. Dans les faits, par leur vécu personnel, bien des jeunes sont encore considérés comme tels à trente ans et plus. Cette période de vie peut de moins en moins être saisie comme un simple entre-deux, comme une séquence de vie où l'adhésion à une sous-culture favorise l'éclosion d'une identité individuelle et collective, propice à l'intégration future. Pour une partie de la jeunesse québécoise, le mode de vie précaire tend à « installer » l'indétermination à un point tel qu'il ne peut donc plus être question d'un simple passage, d'un simple moment de transition vers l'installation dans la vie adulte (un travail stable, un foyer, une vie familiale). Le concept d'entrée dans la vie, même par la voie d'un nouveau modèle, celui de l'expérimentation, ne permet point, contrairement à ce qu'affirme Galland, de saisir les bouleversements actuels.

En ce sens, et c'est là la proposition originale de cet article, d'un temps, d'un passage, d'une phase, d'un état transitoire à l'image des générations antérieures, la jeunesse se transforme et devient un « espace de vie », que j'appelle « espace social précaire ». Espace social, donc, plutôt que temps social, parce que, pour ces jeunes, s'institue quelque chose de plus stable, de plus arrêté. Parce que l'idée d'espace, sans exclure toute temporalité, devient ici dominante. Ils « s'installent » parce qu'ils occupent, pour un terme indéfini, un espace de vie qui n'est ni l'exclusion complète ni l'intégration ou l'installation dans la vie adulte. Cet espace social précaire comporte un certain nombre de dimensions que j'élabore dans les pages qui suivent. Succinctement, ce sont : 1-des propriétés ; 2-deux grandes tensions traversant l'espace et ses propriétés ; 3-six stratégies de vie tributaires des ressources d'action disponibles au sein de l'espace.

Notons cependant que cette mutation d'un temps de jeunesse vers un espace social précaire n'est pas le lot de tous. Nonobstant la présente conjoncture de changement, certains jeunes ne connaîtront jamais une telle indétermination. Ils emprunteront encore aujourd'hui les voies plus traditionnelles d'intégration, perpétuant l'idée d'un temps représenté par leur propre entrée dans la vie.

LES PROPRIÉTÉS DE L'ESPACE PRÉCAIRE

L'espace précaire est constitué d'un certain nombre de propriétés, ou attributs, renvoyant à ce qui lie les individus qui gravitent en son sein. Ces propriétés sont au nombre de quatre : les lieux, les temps, les besoins et les sociabilités. Tributaires de l'actuelle conjoncture de changement qui transforme les conditions d'accès à l'âge adulte,

elles prendront ici une configuration particulière, reflétant à la fois les mutations institutionnelles et la capacité de choisir des acteurs concernés. Soulignons que l'ordre de présentation suivant ne reflète en aucune façon une quelconque hiérarchie.

LES LIEUX DE VIE

Toute expérience de précarité est inévitablement traversée par le principe de la discontinuité dans le système des lieux, que ce soit les lieux de travail, de la vie quotidienne, des loisirs, de la consommation, etc. J'insiste ici pour parler de discontinuité plutôt que de mobilité, car c'est une erreur de croire que l'individu qui mène une existence précaire est nécessairement plus mobile entre ses lieux que le travailleur salarié. Bien sûr, il arrive qu'il ait à se déplacer régulièrement pour répondre aux exigences de ses nombreux emplois : trois mois ici, six mois là, quand ce n'est pas tout simplement le va-et-vient constant entre deux ou trois boulots à l'intérieur d'une même période. L'individu qui mène une existence précaire subit donc ponctuellement une certaine instabilité de ses lieux de vie. Par contre, même dans ce contexte, il peut très bien être moins mobile, sur une base quotidienne, qu'un travailleur salarié.

Par exemple, les lieux de l'individu qui mène une existence précaire, travaillant à la maison ou se retrouvant sans emploi, sont beaucoup plus intégrés que ceux du salarié qui doit se déplacer continuellement dans une même journée. D'abord le matin pour aller reconduire ses enfants à la garderie et se rendre par la suite au travail. Puis, en fin de journée, pour retourner à la garderie, s'arrêter au centre commercial, revenir à la maison, etc. En ce sens, et contrairement à d'autres travaux sur la question (Cingolani, 1986 ; Offredi, 1988), il me semble plus juste de parler de discontinuité que de mobilité, ce qui rend bien l'idée que, par moments, l'individu qui mène une existence précaire peut intégrer plusieurs lieux au même endroit (travail, gardiennage, loisirs, etc.) puis, six mois plus tard, devant composer avec deux boulots, se retrouver quotidiennement plus écartelé qu'un salarié.

Cette discontinuité va bien sûr briser la structuration linéaire, sérielle, qui caractérise l'organisation des lieux au sein de la société industrielle. Jusqu'à récemment, la vie quotidienne était découpée en lieux précis : « à chaque lieu devait correspondre une fonction idéalement unique : un lieu pour la famille, un lieu pour le travail ou la formation, un autre pour consommer, un dernier pour se distraire » (Bailleau, 1991, p. 687). Des espaces cloisonnés, mais unis dans la continuité et la stabilité. Des espaces parfois exclusifs aux femmes, d'autres aux hommes, impliquant également une forte division des sexes.

L'espace précaire, par l'impact de la discontinuité, brise cette organisation des lieux. Ainsi, par ses contrats à domicile, par l'entre-deux des emplois, l'individu qui mène une existence précaire, homme ou femme, se voit en quelque sorte structurellement « forcé » de vivre plus souvent chez lui et d'occuper autrement ses lieux personnel et domestique. Conséquemment, la vie n'est plus découpée de façon aussi nette. Les lieux de vie ne sont plus exclusivement, et prioritairement, déterminés par le monde du travail. Les « autres lieux », ceux du loisir, du travail domestique, prennent ou retrouvent une certaine importance. En fait, la frontière est souvent mince entre le lieu de travail et le lieu de la vie privée, entre les tâches du travail et les tâches domestiques. Notons cependant qu'une telle intégration ou compression des lieux produit souvent des effets pervers qui accentuent parfois, pensons aux femmes ayant des enfants à charge, le poids envahissant des tâches domestiques.

Face à cette mutation du système des lieux, la réaction des acteurs concernés varie énormément, allant du désarroi profond à l'harmonie la plus totale. Ainsi, pour certains jeunes, une telle situation est intenable, voire inconcevable. Leurs références identitaires valorisant le travail salarié et l'emploi typique de la société industrielle, la précarité contredit ces repères. Ces jeunes sont alors désemparés, incapables de s'adapter à l'insécurité permanente que procure cet état de vie. Ils ont continuellement « l'impression d'être des travailleurs entre deux emplois », et c'est ce qui définit, organise leur vie (Gauthier,

1988, p. 69). Les arrêts de travail sont vécus comme des manques ; une sorte de sentiment de vide, d'absence s'empare d'eux. Rester à la maison devient dramatique ; ils tournent en rond, inaptes à s'occuper « autrement ». Les lieux de loisirs, de consommation, sont alors synonymes d'ennui, parce que non liés aux lieux du travail. Il leur est également difficile de changer continuellement de milieu de travail, de devoir recommencer à neuf, les contacts humains comme le reste. Les individus qui mènent une existence précaire sont traversés, à des degrés variables, par le désir de pouvoir se consacrer à quelque chose qui ne leur filera pas trop rapidement entre les doigts. C'est de cette façon qu'ils déterminent leur rapport aux lieux, rapport fortement hétéronome, déterminé par la structure de la société salariale.

Par contre, le travail salarié actuel entraîne souvent un prix à payer qui en rebute plusieurs. Des jeunes se refusent à renoncer, en tout ou en partie, à la relative autonomie et à l'absence de routine auxquelles ils aspirent. Ici, ce n'est pas nécessairement toute forme de travail qui est rejetée, mais bien le cadre socialement imposé, les lieux sériels du salariat (Zoll, 1992). C'est un fait que, dans ce modèle, tous les lieux sont ordonnés de façon presque immuable, et que le travail domine et détermine tout le reste, que ce soit les lieux de la vie domestique, des loisirs, etc. Les jeunes aspirent à déterminer différemment leur rapport aux lieux. À le déterminer à leur façon, en conservant une certaine liberté d'action.

LES TEMPS DE VIE

Au sein de l'espace précaire, le rapport aux temps de travail, de la vie quotidienne, de l'intimité et des loisirs est aussi traversé par toute une série de transformations tributaires de la présente conjoncture de changement. En lien avec la discontinuité dans le système des lieux, les jeunes qui mènent une existence précaire expérimentent concrètement un rapport aux temps fort différent de celui du travailleur salarié. Ici aussi, il faut parler de discontinuité, car la « vie active ne peut plus être pensée comme un processus linéaire fractionné en trois temps disjoints : une période de formation (jeunesse), une période continue de production (l'âge adulte), une période de repos (la retraite). Ces seuils, ces oppositions entre travail/non-travail, formation/production, etc. sont remis en cause [...]. Les activités sociales sont atomisées selon des temporalités multiples » (Bailleau, 1991, p. 688).

Objectivement, la temporalité des jeunes qui mènent une existence précaire ne s'inscrit plus de façon axiomatique dans les cadres du temps industriel, en fonction des machines et de la forme centrale d'intégration systémique. Il ne s'agit plus ici de ce temps linéaire et fortement instrumentalisé qui détermine et organise la vie, tant sur le plan de la vie quotidienne qu'à long terme. Pensons, par exemple, aux emplois à domicile, où tous les temps sont intégrés, un peu comme s'ils étaient « compressés » en un temps unique. Pensons aux programmes de formation offerts par divers paliers de gouvernement, qui « fondent » en un seul moment des temps souvent découpés antérieurement : prestations de sécurité du revenu, travail, formation, etc. Par contre, à d'autres périodes de vie, le rapport aux temps de l'individu qui mène une existence précaire peut se rapprocher des temps propres aux salariés industriels, plus sérialisés, avec un temps pour l'emploi, un autre pour la consommation, un moment pour la vie amoureuse, etc.

À l'image des lieux de vie, face à ces changements structurels, les acteurs réagiront et s'organiseront de multiples façons. Pour certains, un rapport au temps à l'image de celui dicté par la société industrielle conserve son attrait et ses avantages. Parce que cette structuration des temps de vie permet de mieux répondre à leurs divers besoins. Parce qu'il procure une plus grande sécurité face à l'avenir, qu'il organise mieux la vie, qu'il apporte une reconnaissance sociale plus facilement accessible. En dehors de cette forme de temporalité, les jeunes qui mènent une existence précaire ont l'impression de faire face à des temps vides. Ils sont incapables de structurer leurs temps autrement, à leur façon. Pour eux, dans de telles conditions, tous les temps disponibles se perdent à ne rien faire...

A contrario, certains acteurs sont à la recherche d'un rapport au temps différent. Un rapport au temps que, d'une certaine façon, la précarité leur permet. Des temps décloisonnés permettant, par exemple, à un parent d'avoir du temps pour voir grandir son enfant. Un rapport au temps qui renvoie à un certain refus de se laisser enfermer dans l'ordre productif, dans la logique du travail, et d'y laisser sa vie, du moins pas à n'importe quel prix. Refus dès lors de « perdre sa vie à la gagner », de se tuer à l'ouvrage pour bien peu de chose. La recherche donc d'une temporalité qui ne serait pas que « ponctuelle, coordonnée par le rythme ou par la régularité de quelque activité lucrative » (Cingolani, 1986, p. 81). Désir d'un temps de travail qui serait sien. Désir d'une temporalité qui tienne compte du temps personnel face au temps social (Melucci, 1989), qui laisse place à la création, aux loisirs, etc.

LES BESOINS

Structurellement, le rapport aux besoins de ceux qui habitent l'espace précaire se démarque également de celui du travailleur salarié moyen. Par exemple, pour de nombreux jeunes, il est rarement possible de se payer une grande panoplie d'objets de consommation. Si une majorité de jeunes ont vécu à l'adolescence une socialisation construite autour de la consommation (Baethge, 1985), une fois adulte, ce mode de vie leur est en partie ou en totalité refusé. Même constat en ce qui a trait à la reconnaissance sociale. Ce besoin ne peut être satisfait aussi aisément, puisque notre société ne reconnaît guère encore l'apport de ces « autres travailleurs ». Elle ne reconnaît guère également leur aptitude à s'intégrer, à participer à certains rituels considérés comme naturels pour être, disons, « normal » : location d'un appartement, achat d'une maison, prêt à la consommation, assurance-vie, etc.

Une telle exclusion, objective relativement aux besoins stimulés par la société du travail, ne veut cependant pas dire que le jeune qui mène une existence précaire ne possède rien et qu'il rejette tout désir de confort matériel. En fait, ici, face aux contraintes structurelles, les orientations personnelles diffèrent. D'un côté, l'on retrouve chez de nombreux jeunes qui mènent une existence précaire un très fort attrait pour les besoins proposés par la société salariale. Étant donné leur forte socialisation par le biais de la consommation (Baethge, 1985), pour ces jeunes, l'accès aux biens de consommation leur donne enfin l'impression d'être quelqu'un de « normal ». Ces biens représentent un gage, un symbole de réussite sociale. Et, bien souvent, l'accès à la consommation compense en partie la perte d'expressivité dans le travail et la relative incapacité qu'ils ont d'y accéder de façon stable.

Par contre, pour d'autres personnes menant une existence précaire, il y a aspiration à une qualité de vie qui ne passe pas uniquement par la recherche d'une réponse aux besoins de consommation imposés. Ils aspirent à plus de créativité, de réalisation, et de découverte de soi, de consommation symbolique, de communication. Des besoins privilégiant l'être sur l'avoir tendent alors à rendre secondaires les besoins de consommation matérielle. Dans son étude sur la précarité, Cingolani (1986) perçoit d'abord, dans ces formes d'expression « autres », une façon de marquer sa différence vis-à-vis de la société du travail. Une façon de ne pas laisser le travail, et les besoins liés au monde du travail, contrôler l'ensemble de la vie.

Concrètement, cette exploration peut prendre de multiples directions, de la création personnelle aux médecines alternatives, en passant par des petits boulots « libres » de divers ordres. Ces pratiques de vie permettent de se démarquer des principaux éléments qui structurent le rapport aux besoins propres à la société industrielle. Dans le cadre de ces pratiques, les jeunes qui mènent une existence précaire « “consomment” du “symbolique”, de la “culture”. Écriture ici, “pensées” là, danse classique ou bien yoga ; face à ceux qui investissent dans la pierre ou les objets, les précaires s'investissent dans l'“immatériel” » (*ibid.*, p. 75).

En quelque sorte, l'opposition entre être et avoir symbolise la tension présente sur le plan des besoins, bien qu'elle ne soit pas entièrement exclusive à l'espace précaire. Chez

certain, il y a là, à la fois un refus de laisser toute sa vie se structurer autour d'un mode de vie fortement instrumental, et le désir de découvrir, par expérimentations personnelles et collectives, de nouvelles façons de vivre et d'être ensemble; le désir de tisser un nouveau rapport aux besoins, de concert avec une réappropriation de ses temps et de ses lieux de vie, un rapport qui accentue l'expression des besoins de «*self-fulfilment*» et des besoins affectifs, tout en donnant moins d'importance aux besoins de consommation matérielle.

Il est toutefois difficile d'écarter du revers de la main, peu importe l'orientation de l'acteur, tout ce qui touche à l'«*avoir*». Il faut tout de même manger, faire vivre sa famille et, pourquoi pas, se donner les moyens de faire des projets «*tangibles*», tels des voyages. Nous rencontrons alors chez l'individu qui mène une existence précaire une sorte d'affrontement intérieur entre la contrainte propre à l'intégration systémique et une recherche de réponse à ses besoins personnels (Melucci, 1989). Cet affrontement suscite donc une multitude de questions : comment être soi-même, dans un monde qui exige et facilite cette quête de différenciation, sans être happé, dans un même mouvement, par cette logique intégratrice qui se nourrit à même cette individualisation ? Comment se démarquer, se différencier, sans s'atomiser, s'exclure même de la vie sociale ? Comment continuer à être soi, sans s'isoler des autres ?

LES SOCIABILITÉS

Enfin, par l'impact des transformations structurelles, les individus qui mènent une existence précaire sont amenés à entretenir des formes de rapport à l'autre qui ne sont pas exclusivement déterminées par la division traditionnelle du travail. Simmel définit la sociabilité comme étant «*la forme ludique de la socialisation*» (1981). En ce sens, les formes de sociabilité des individus précaires sont de moins en moins liées à une logique productiviste. Objectivement, la sociabilité se forme souvent en partie ou en totalité hors du monde du travail. Il faut de plus en plus parler de sociabilités liées à l'entraide, aux activités de loisirs, à la vie domestique (Grell, 1989 ; Gauthier, 1988), bien souvent des formes de sociabilité qui appartenaient traditionnellement aux femmes. Dans une étude sur les modes de débrouillardise, Paul Grell souligne tous les «*trésors d'ingéniosité*» développés à l'intérieur de la précarité : «*l'entraide gratuite : coups de main mutuels pour aider à se reloger, se vêtir, s'alimenter ; l'échange : notamment du troc ; la réévaluation des habitudes alimentaires ; la transformation des besoins ; le travail au noir [...]*» (Grell, 1989, p. 102).

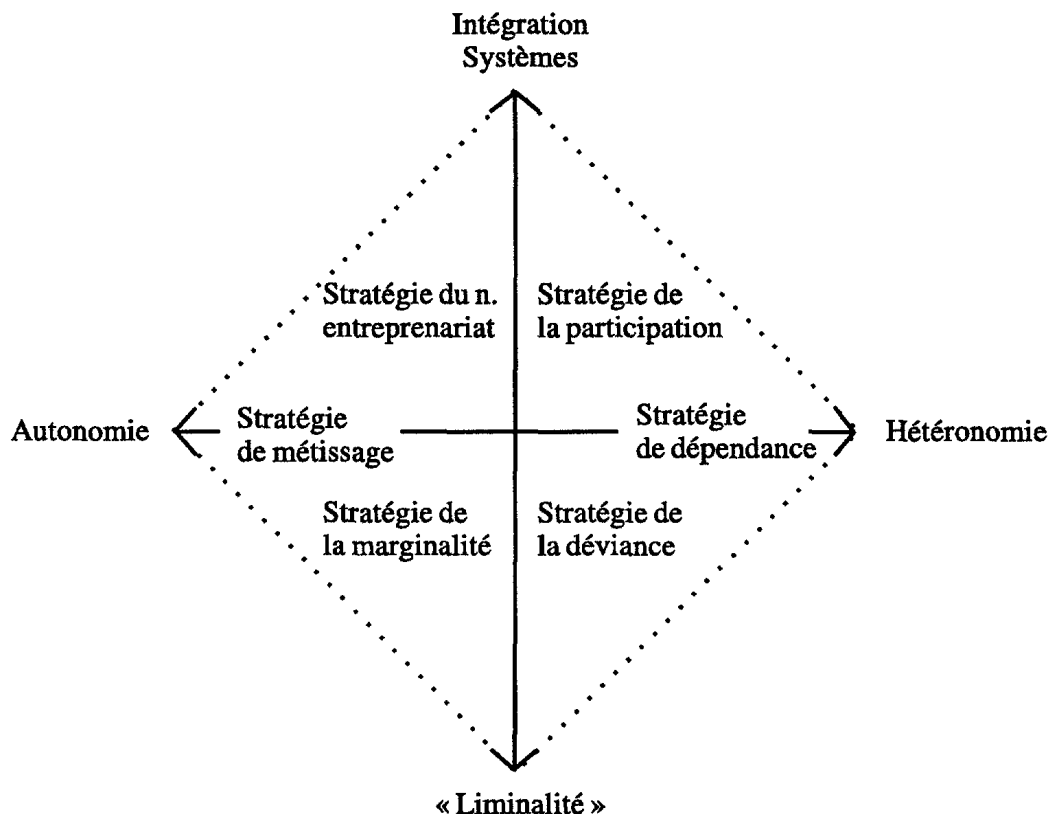
Est-ce à dire que les jeunes qui mènent une existence précaire se retrouvent tous à l'intérieur de ces nouvelles formes de sociabilité ? En fait, ici aussi les orientations diffèrent. Pour certains, l'absence de travail entraîne l'isolement, incapables qu'ils sont de construire, de nouer des relations à l'extérieur des cadres du travail salarié. Pour ces jeunes, particulièrement chez les hommes, l'univers du travail représente le lieu naturel où se tisse la camaraderie. En dehors de ce cadre, ils semblent sans ressources. En fait, le travail permet d'entrer en rapport avec un certain nombre de personnes pouvant devenir des repères sécurisants. *De facto*, dû-t-il être fortement encadré et instrumental, le travail salarié offre l'assurance d'une sociabilité et d'une communication que ces jeunes seraient dans l'impossibilité de retrouver ailleurs.

D'un autre côté, il y a également, chez d'autres jeunes qui mènent une existence précaire, recherche de sociabilités construites sur les bases d'un nouveau rapport spatio-temporel et de nouveaux besoins. L'expérience précaire peut donc ouvrir la voie à une autre forme de rapport à l'autre, qui n'est pas essentiellement redevable aux sociabilités issues du travail. À défaut de pouvoir s'inscrire dans des formes durables de sociabilité liées à la production, bien des jeunes qui mènent une existence précaire sont amenés à développer d'autres modes et d'autres lieux d'interaction et de communication qui se manifestent souvent sous la forme de réseaux d'affinités. Puisque la vie précaire se compose essentiellement de rapports de communication construits en dents de scie, en

pointillés, variant selon les besoins et forgés au hasard de la vie, l'idée de réseau reflète bien cette souplesse (Maffesoli, 1988). Le ou les réseaux peuvent toucher une multitude de dimensions et ne pas être limités en termes de nombre. On peut, par exemple, fréquenter un réseau proche de ses intérêts culturels, tout en disposant d'un fort réseau familial. L'important, c'est d'abord de trouver une réponse adéquate aux besoins d'échange et de communication.

LES DEUX GRANDES TENSIONS DE L'ESPACE PRÉCAIRE

Faisant suite à ce qui vient d'être présenté, soit les propriétés de l'espace, il importe de préciser, dans un second temps, les tensions qui traversent l'espace précaire (voir schéma 1). Elles sont au nombre de deux. Premièrement, verticalement, la tension renvoie au niveau d'intégration à l'intérieur des grands sous-systèmes; elle porte sur la dimension institutionnelle de l'espace, sur les mutations sociétales qui structurent l'espace et ses propriétés; ses deux pôles sont l'intégration et la « liminalité ». Deuxièmement, horizontalement, l'autre tension renvoie à la capacité d'action du sujet, à son degré d'autonomie en tant qu'acteur gravitant dans cet espace; ses deux pôles sont l'autonomie et l'hétéronomie. Ce sont ces deux tensions qui nous permettent de bien cerner les limites de l'espace précaire, de saisir comment se jouent et s'articulent en son sein la médiation institutionnelle et la capacité d'intervention des acteurs, comment se conjuguent la dimension structurelle et les orientations individuelles par rapport aux places, temps, besoins et sociabilités dont il vient d'être question.



VERTICALEMENT: LA TENSION ENTRE INTÉGRATION ET «LIMINALITÉ»

Verticalement, nous avons une première tension qui traverse l'espace social et qui renvoie au niveau d'intégration des acteurs. Cette tension réfère au rapport qu'entretiennent les sujets avec les grandes institutions. À un pôle de la tension, vers le haut, nous avons «l'intégration systémique», soit le noyau institutionnel qui participe de cette forme d'intégration (appareils économiques et appareils d'État). À l'autre pôle, vers le bas, nous avons la «liminalité», soit des formes diverses de «contre-structures» qui procèdent de modes de vie «autres» ou «différents» du réseau institutionnel dominant (sectes, communautés, gangs, réseaux alternatifs, etc.).

L'idée de «liminalité» réfère aux états d'exclusion qui se constituent par rapport aux institutions dominantes. Historiquement, la notion est intimement liée aux rituels propres à certaines sociétés traditionnelles. Elle renvoie alors à l'étude des phénomènes d'inversion caractérisant les rites de passage «qui accompagnent chaque changement de lieu, d'état, de position sociale et d'âge» (Turner, 1990, p. 95). L'anthropologue Victor Turner rappelle que chaque rite de passage comporte trois phases: la séparation, le «limen» (qui signifie *seuil* en latin), et la «réagrégation».

S'appuyant sur l'étude d'un certain nombre de sociétés (ou sectes) d'Afrique, d'Orient et même d'Occident, Turner s'intéresse essentiellement à la phase liminale. À la lumière de ses recherches, il appert que la «liminalité» procède d'un rejet, ou à tout le moins de la mise en veilleuse temporaire des structures établies dans une société donnée. En état de «liminalité», le sujet rejette les formes institutionnelles qui ordonnent la société. Il s'ouvre alors temporairement à une autre forme de structure et d'organisation sociale, à une autre façon de composer, pour une courte période, avec les propriétés propres à sa société. Très souvent, par exemple, cela se traduira par une expérience spatio-temporelle à l'opposé de la normalité. S'il s'agit de phénomènes collectifs, la «liminalité» prend alors la forme de la communauté (*communitas*), communauté représentant l'anti-structure en opposition à la structure de la société d'origine (*societas*) (Martin, 1981).

Au sein des sociétés traditionnelles, la «liminalité» est donc un phénomène lié à un espace-temps relativement bien circonscrit. La «liminalité» tend en quelque sorte à légitimer et à réaffirmer «l'importance de l'ordre en donnant à voir ce qui le déborde» (Corrin, 1986, p. 9). Et c'est probablement l'unité référentielle propre à ces sociétés qui facilite cette limitation :

Les limites de l'effet subversif des inversions seraient tracées par l'unité profonde de la société autour d'un même système de référence, unité qui représente à un autre niveau la superposition des espaces-temps du rituel, du jeu et du travail. Dans ce contexte, le rapport entre le centre et la marge, représenté ici par l'inversion, ne peut se dérouler que dans un mouvement de succession ou de balancement où le désordre débouche sur l'ordre de la même façon qu'il en émane (*ibid.*).

A contrario, il nous est possible d'observer dans les sociétés dites complexes, des phénomènes de «liminalité» qui perdurent. Pensons à la contre-culture (Martin, 1981); aux groupes d'inspiration hippies durant les années soixante et soixante-dix (Partridge, 1973; Turner, 1990); aux sectes et aux autres formes d'appartenance religieuse relativement repliées sur elles-mêmes (Léger et Hervieu, 1983); à certaines sous-cultures délinquantes (Turner, 1990); à des sous-cultures de la drogue; aux phénomènes «no-future»; à l'exclusion des sidatiques, etc.

Contrairement à ce qui se passe dans les sociétés traditionnelles, certaines de ces formes contemporaines d'inversions liminales ne reconduisent plus l'ancien monde d'où elles sont issues, puisqu'il n'y a plus «la référence à un monde partagé, les inversions y deviennent plus aisément un outil de mobilisation d'une partie de la société contre les autres et leur portée d'efficacité dans la vie réelle s'en trouverait fortement augmenté» (Corrin, 1986, p. 9). Parfois, elles deviennent pour les sujets un état de vie, un statut qui

porte en lui de façon permanente l'inversion culturelle et qui peut être vécu comme un stigmaté (ex. : SIDA) ou, à l'opposé, de façon très affirmative (ex. : communauté alternative).

Pensons ici aux travaux de Partridge sur le mouvement hippie américain (1973). Dans le cadre des communes hippies, la troisième phase du processus liminal, la « réagrégation », ne consiste plus à un retour à l'intérieur de la société antérieurement quittée, mais bien dans l'agrégation complète à la sous-culture en question (71), avec tout ce que cela engendre en termes, par exemple, de besoins et de sociabilité forts distincts de la norme (vie collective, sexualité libre, autosuffisance alimentaire, etc). En ce sens, référant directement aux études de George Balandier sur les sociétés traditionnelles, Ellen Corrin précise : « contrairement cependant à ce qui se passe dans ces dernières, le désordre n'est pas orienté vers la restauration de la société passée mais vers la production d'une société autre, ce qui l'émancipe d'une certaine façon de son rapport à un centre qui demeurerait stable » (Corrin, 1986, p. 8).

Dès lors, comment pouvons-nous expliquer l'extension de certains de ces phénomènes de « liminalité » depuis trente ans ? Martin rappelle que la contre-culture se présente d'abord et avant tout comme un refus « de l'instrumentalité qui traverse la bureaucratie et l'individualisme bourgeois » (Martin, 1981, p. 21). La contre-culture s'inscrit en opposition avec cette tendance propre aux sociétés complexes à évacuer de la vie toute dimension aléatoire, cherchant à ériger la science et la technique au statut de savoir objectif. Elle réclame un rapport au monde différent :

S'il doit y avoir une autre solution que la technocratie, il faut que soit mis en question ce rationalisme amoindrissant que dicte la conscience objective. Tel est, je l'ai dit, le projet essentiel de notre contre-culture : proclamer un nouveau ciel et une nouvelle terre, si vastes, si merveilleux que les prétentions démesurées de la technique soient réduites à n'occuper dans la vie humaine qu'une place inférieure et marginale. Créer et répandre une telle conception de la vie n'implique rien de moins que l'acceptation de nous ouvrir à l'imagination visionnaire (Roszak, 1970, p. 266).

En quelque sorte, tant la révolution expressive que les autres mouvements et phénomènes parallèles et subséquents se présentent comme une forme de réaction à ce que Habermas appelle la tendance à « la colonisation du monde vécu », soit à cette structuration qu'est la « monétarisation et la bureaucratisation des activités sociales et de la vie quotidienne dans les sociétés capitalistes avancées » (Sales, 1991, p. 58), conséquence de l'omnipotence de ces deux grands sous-systèmes intégrateurs que sont l'État et l'Économie de marché.

Depuis une bonne trentaine d'années maintenant, les multiples formes d'expression prises par les résistances individuelles et collectives s'inscrivent plus souvent qu'autrement en réaction à la structuration qu'imposent sur les modes de vie, par le biais de rôles sociaux toujours un peu plus instrumentaux et fonctionnels, ces deux grandes institutions intégratrices que sont l'État et le Marché. Pour Habermas, les nouveaux conflits « ne naissent pas de problèmes de distribution, mais de questions qui touchent à la grammaire des formes de vie » (Habermas, 1987, p. 432). Ils portent donc sur la façon de gérer la vie, par rapport aux temps et aux lieux de travail, de loisirs, de création, par rapport aux besoins personnels et collectifs qui doivent ou non l'emporter. Conséquemment, ces nouveaux conflits engendrent probablement deux types de réponses :

N'est-il pas plus pertinent de « lire » les différentes conduites exprimant l'exclusion, l'abdication civique, l'impuissance de ceux qui vivent leur société comme un ordre clos, comme étant une des réponses du social à l'enfermement politico-administratif de notre société et à sa « crise », l'autre réponse s'exprimant en termes de luttes démocratiques et œuvrant pour une ouverture institutionnelle de notre société, pour une reconnaissance de droits sociaux autonomes ? (Caroux, 1982, p. 157)

L'une de ces réponses a produit, dans les dernières décennies, à l'extrême, des statuts de « liminalité ». Ces statuts sont en quelque sorte la réaction forte, pas toujours consciente et volontaire, à ce qui qualifie aujourd'hui l'intégration systémique. Alain Touraine nous rappelle d'ailleurs qu'en cette fin de siècle, nous nous retrouvons en quelque sorte pris entre ces deux extrêmes : d'un côté les risques de « dépersonnalisation » et d'instrumentalité que peut entraîner l'intégration dans les grands systèmes institutionnels et, de l'autre, l'atomisation dans le communautaire de l'individu-sujet en quête d'un plus grand contrôle sur sa vie :

Nous sommes donc une société où la modernité a éclaté entre, d'un côté, le monde des systèmes et des machines, des instruments et, de l'autre, ce monde de la personne et du sujet qui est devenu de plus en plus global. [...] Si nous ne valorisons que le sujet, la personne, nous allons revenir à une sorte de néo-communautarisme, voire même à l'irrationalisme toujours menaçant. Si nous ne respectons que la logique des systèmes, nous allons faire éclater nos personnalités, nous ne serons que des consommateurs désindividualisés, rentrant dans les grilles des études de marketing ou dans les plans des propagandes politiques ou idéologiques (Touraine, 1989, p.34).

Ce sont donc ces deux pôles qui nous permettent de cerner la tension, à la verticale, qui traverse l'espace précaire. Une première tension traversée par les présentes mutations institutionnelles : d'un côté, nous avons l'intégration dans les institutions de deux grands sous-systèmes dépersonnalisés ; de l'autre, l'atomisation dans un néo-communautarisme ou dans des formes multiples de déviance à saveur liminale.

Notons, brièvement, que cette polarisation nous évite le piège, propre à d'autres travaux sur la question, d'une opposition entre des pôles qui seraient malheureusement sans rapport. Je pense tout particulièrement ici au travail d'Offredi sur la précarité (1988), où l'auteure tend à opposer des notions (pauvreté et normalité) qui ne s'opposent pas nécessairement. Car l'on peut très bien être pauvre et normal, un faible revenu n'empêchant nullement de tendre vers l'intégration à l'intérieur du système social dominant, de la rechercher coûte que coûte.

HORIZONTALEMENT : LA TENSION ENTRE « AUTONOMIE ET HÉTÉRONOMIE ».

La seconde tension, à l'horizontale, nous renvoie au sujet et à sa capacité toute relative de choisir librement les diverses conduites qui organisent et donnent un sens à sa vie. Elle contient donc en son sein l'idée même d'action. Elle touche à la capacité de l'acteur d'intervenir ou non sur sa propre histoire, à sa capacité de « faire plus », de « faire autrement », à sa capacité de s'approprier jusqu'à un certain point les propriétés disponibles dans l'espace, à composer différemment avec les temps, lieux, besoins et sociabilités, cherchant ainsi à répondre à ses propres désirs et à ses aspirations. Cette tension porte sur « comment les acteurs contrôlent de façon réflexive ce qu'ils font, et comment ils utilisent des règles et des ressources dans la constitution de l'interaction » (Giddens, 1987, p.441). En ce sens, cette seconde tension opposera, selon deux pôles, les notions d'autonomie et d'hétéronomie.

Dans *L'Institution imaginaire de la société*, Cornélius Castoriadis différencie ainsi autonomie et hétéronomie : « à l'autonomie, la législation ou la régulation par soi-même, on oppose l'hétéronomie, la législation ou la régulation par un autre ; l'autonomie, c'est ma loi, opposée à la régulation par l'inconscient qui est une loi autre, la loi d'un autre que moi » (Castoriadis, 1975, p.140). Par hétéronomie, plus précisément, parfois confondue avec la notion d'aliénation, l'auteur entend tout itinéraire qui serait entièrement déterminé de l'extérieur, sans le pouvoir d'agir différemment, de changer les choses : « c'est la domination par un imaginaire autonomisé qui s'est arrogé la fonction de définir pour le sujet et la réalité et son désir » (*ibid.*). L'hétéronomie correspond donc à des choix de vie imposés en fonction de toute une série de facteurs indépendants de la volonté du sujet. En

ce sens, en regard de ces contraintes, la notion d'hétéronomie ne doit pas être confondue avec la débrouillardise sociale. Des itinéraires peuvent être vécus sous un mode très hétéronome, tout en montrant les signes d'une très forte débrouillardise personnelle.

À l'opposé, l'idée d'autonomie renvoie aux capacités d'un individu ou d'une collectivité à se définir sous toutes les facettes de sa vie. Elle ne peut cependant être comprise en dehors du lien qui unit historiquement cet individu aux institutions qui le fondent :

Le Je de l'autonomie n'est pas Soi absolu [...]; il est l'instance active et lucide qui réorganise constamment les contenus en s'aidant de ces mêmes contenus, qui produit avec un matériel et en fonction de besoins et d'idées eux-mêmes mixtes de ce qu'elle a trouvé déjà là et de ce qu'elle a produit elle-même. Il ne peut donc s'agir [...] d'élimination totale du discours de l'autre [...]. La vérité propre du sujet est toujours participation à une vérité qui le dépasse, qui s'enracine et l'enracine finalement dans la société et dans l'histoire, lors même que le sujet réalise son autonomie (*ibid.*, p.146).

Il n'y a donc pas d'autonomie dans l'absolu, hors du monde, hors de ce qui nous fait en tant qu'individu appartenant à une société donnée. Comme le précise Edgar Morin, « nous construisons notre autonomie psychologique, individuelle, personnelle, à travers les dépendances que nous avons subies qui sont celles de la famille, la dure dépendance au sein de l'école [...]: on ne peut pas concevoir d'autonomie sans dépendance » (Morin, 1981, p.261). Toute affirmation d'un désir, toute démarche pour transformer sa réalité, pour construire quelque chose de différent, ne peut se faire hors de l'Histoire, de son histoire propre et de ce qui domine toujours au moment où l'on cherche à changer les choses et à se les approprier à sa manière.

Ainsi, toute velléité de construire sa vie en refusant un modèle longtemps dominant d'insertion sociale n'a de sens qu'en fonction des rapports que l'on a déjà tissés avec ce modèle. Le projet « nouveau » n'est nouveau que par le fait qu'il se démarque par ses structures des anciennes valeurs, normes et dépendances institutionnelles. Que parce qu'il définit un rapport différent aux propriétés de l'espace, une façon distincte d'organiser ses temps et ses lieux de vie. Parce qu'il affirme la primauté de besoins et de sociabilités qui sont minoritaires au sein de la société: « l'autonomie n'est donc pas élucidation sans résidu et élimination totale du discours de l'Autre non su comme tel. Elle est instauration d'un autre rapport entre le discours de l'autre et le discours du sujet » (Castoriadis, p. 143).

Cette seconde tension porte donc sur le degré de pouvoir qu'ont les acteurs pour intervenir sur leur vie, sur leur conduite, sur leur aptitude à penser et à vivre autrement, sur leur niveau d'autonomie, tant vis-à-vis des valeurs dominantes que par rapport aux contraintes inhérentes à l'espace précaire. Un niveau d'autonomie qui se fonde tant sur l'histoire personnelle que sur la capacité présente à « reconjuguer », plus librement et à sa manière, les lieux, temps, besoins et sociabilités qui composent l'espace précaire.

LES STRATÉGIES DE VIE DANS L'ESPACE PRÉCAIRE

Maintenant que sont précisées les propriétés de l'espace et les deux grandes tensions qui le traversent, le moment est venu d'en identifier les itinéraires types qui représentent un certain nombre de façons de vivre la précarité. Ces itinéraires types seront qualifiés de stratégies. Elle sont toutes fortement tributaires des ressources d'action disponibles dans l'espace précaire. En ce qui a trait au concept de **stratégie**, je m'en remettrai à la définition qu'en donne Agnès Pitrou (1987):

L'interaction est constante entre le donné d'une situation momentanée, si contraignante qu'elle puisse apparaître, et les capacités des sujets à les maîtriser: maintenir, renforcer, changer. [...] Face à un événement, il peut le subir ou tenter de s'en servir pour l'améliorer, en faire autre chose, ou encore s'y soustraire; mais dans la plupart des cas, une nouvelle situation en résultera, porteuse de nouvelles contraintes et déterminant de nouvelles marges d'initiative (pp. 107-108).

C'est donc accompagner ainsi les sujets étudiés dans leur démarche à travers les barrières ou les carrefours où ils se sont faufilés, poussés par les forces et les contraintes extérieures et par une initiative personnelle (elle-même formée peu à peu) aux moyens souvent étroits (p. 109).

La notion de stratégie nous sert donc à identifier l'orientation que prend au présent un individu donné en fonction de son itinéraire. Elle nous permet de saisir comment, à ce moment précis de sa vie, il compose avec les propriétés de l'espace que sont les lieux, les temps, les besoins et les sociabilités présents alors dans son existence. Elle est en quelque sorte une façon personnelle et particulière de composer avec les propriétés de l'espace, en regard des tensions qui y sont présentes. Elle comporte l'idée de mouvement, de déplacement. Elle fait office de fil conducteur, permettant de donner sens et cohérence « à travers le fouillis apparent des existences » (107) et de situer ce vers quoi tend aujourd'hui le sujet. La notion de stratégie cherche à faire la jonction entre le passé et le présent, entre la diachronie et la synchronie. D'une part, elle renvoie à la genèse des événements, aux déterminants sociaux qui produisent les itinéraires, aux conditions d'accès et, d'autre part, à ce qui s'impose à la conscience des individus, à leurs désirs, aspirations, projets. Elle permet ce constant va-et-vient entre l'individu et la société.

Intimement liées aux stratégies, il faut parler des ressources d'action disponibles. Ce sont ces ressources qui, en dernière instance, permettent ou non à un individu de tendre vers une stratégie. Ce sont les ressources d'action disponibles qui le limiteront dans sa manière de composer avec les lieux, les temps, les besoins et les sociabilités de l'espace précaire. Ce sont les ressources qui détermineront s'il sera plus ou moins dépendant de tel rapport aux besoins, de telle ou telle conception du temps, d'une forme ou d'une autre de sociabilité.

Plus précisément, la notion de ressources réfère, d'une part, à « l'ensemble du bagage académique et culturel acquis, aux revenus ou les avoirs financiers qui en découlent » et, d'autre part, à « l'importance des réseaux de support : familial, nucléaire et élargi, amical, communautaire et à un degré moindre institutionnel » (Panet-Raymond, 1986, p. 112). Toutes les ressources dont il est question ici reflètent le croisement, mais à des degrés variables, des contraintes structurelles et des choix individuels. Il y a lieu de les regrouper sous quatre grands thèmes : 1 - les ressources matérielles, soit les revenus et biens dont disposent les acteurs pour assurer leur survie et leur bien-être physique ; 2 - les ressources institutionnelles, soit le rapport que tissent les acteurs avec les grandes institutions telles l'école, le marché de l'emploi, la sécurité de revenu, la protection sociale, etc. ; 3 - les ressources personnelles, soit à la fois le bagage scolaire, culturel, etc., ainsi que les capacités d'apprentissage, les limites mentales et physiques des individus ; 4 - enfin, les ressources de support, soit les réseaux qui portent sur l'affectif, sur le soutien dont dispose le jeune, qu'il soit familial, d'entraide, de loisirs ou autres.

SIX STRATÉGIES DANS L'ESPACE

Au total, au sein de l'espace précaire, l'on peut identifier six stratégies types. Toutes les stratégies de l'espace sont, bien sûr, la résultante de tensions sur les propriétés de l'espace dont il vient d'être question. Ces tensions se définissent par rapport à l'espace, en fonction des quatre pôles (système-« liminalité », autonomie-hétéronomie). Quatre de ces stratégies seront qualifiées de « stratégies de déplacement vers les frontières de l'espace précaire ». Elles sont le propre d'individus particulièrement sensibles à ce qui entoure cet espace. L'espace précaire étant délimité sur l'axe institutionnel par des pôles qui renvoient à des états de vie autres (intégration et « liminalité »), il va de soi que ces environnements, parfois très valorisés par l'entourage, peuvent rejoindre et secouer fortement certains individus. En fonction de leur itinéraire et de leurs ressources, ils sont alors comme « appelés » à chercher « ailleurs » quelque chose qui leur apparaît alors comme un mieux-être.

S'opère ici une certaine dépoliarisation, conséquence de la forte mobilité et du déplacement de ces sujets aux frontières de l'espace et, donc, en périphérie des tensions. Toutefois, même si les individus qui mènent une existence précaire tendent, et aspirent d'une certaine façon, à autre chose que la précarité, rien n'assure qu'ils pourront un jour sortir de l'espace précaire. Une telle propension demeure souvent irréalisée. Qui plus est, même s'ils inscrivent dans un « ailleurs meilleur » leurs aspirations futures, tous ces individus demeurent, dans la synchronie, foncièrement captifs de l'espace précaire.

À ces quatre stratégies de déplacement s'en ajoutent deux autres, plus situées au centre de l'espace, plus fortement traversées par les tensions. Ici, la polarisation joue pleinement. Ce qui distingue ces stratégies, ce sont les ressources d'action renvoyant à la capacité des sujets à faire des choix qui leur soient propres. Notons, avant de les décrire un peu plus en détail, que toutes les stratégies doivent être prises pour ce qu'elles sont, soit le reflet des tensions à un moment précis de l'itinéraire, sans que cela fige à jamais l'itinéraire. Il n'y a pas de barrières étanches entre les stratégies, puisqu'elles représentent en quelque sorte des idéaux types des formes de vie qui se conjuguent à l'intérieur de l'espace précaire. Enfin, rappelons que ce qui définit chacune des stratégies réfère à un contenu beaucoup plus exhaustif, issu d'un matériau original (une vingtaine de récits de vie), et sur lequel je ne peux élaborer ici faute d'espace.

STRATÉGIE DE LA PARTICIPATION

Le mot clé pour décrire cette stratégie, c'est *instrumentalité*. En ce qui a trait aux lieux, temps, besoins et sociabilités, voilà une stratégie empruntée par des individus fortement attirés par une participation pleine et entière au modèle central d'intégration systémique qui prévaut au cœur de la société industrielle. C'est le lot d'un sujet qui recherche un travail salarié permanent, un bon niveau de vie, la stabilité; d'un individu continuellement à la recherche d'un travail qui structure l'ensemble de ses lieux et de ses temps de vie. Le travail est au centre de sa vie; c'est le moteur de ses besoins, le générateur de ses sociabilités. Pour les adhérents à cette stratégie, la plupart des activités se développent dans l'univers des pratiques institutionnelles: « l'un cherchant à mettre plus d'envergure sur sa recherche d'emploi, l'autre paniquant lorsqu'elle a à se présenter au bureau du bien-être ou encore cette autre personne qui est honteuse d'être assistée sociale » (Grell, 1985, pp. 157-158).

Cet individu s'avère relativement dépendant des ressources encore disponibles dans le système et relativement peu désireux de s'autodéterminer. Il porte en lui une certaine fidélité, une continuité avec ce qui reste du modèle industriel. Pour lui, s'intégrer un tant soit peu dans la société du travail, c'est encore ici la meilleure façon d'être quelqu'un, de se sentir utile, de pouvoir rencontrer autrui. Il se sent littéralement « aspiré » par ce modèle. Souvent, en dehors de cet axe, point de salut: c'est le vide, l'isolement, l'incommunicabilité.

Le désespoir du chômeur n'est pas tant provoqué par la dépossession matérielle du faire que par, d'un côté, la dépossession matérielle de la condition d'existence: le salaire, et, de l'autre, la dépossession symbolique d'un mode d'existence dans la société. Le défaut du travail est vécu dans la douleur parce que le travail est pensé comme l'espace de la sociabilité, le moyen par lequel l'on revendique un être en société ou sinon en communauté. Le travail est donné comme ce qui élève à la dignité de l'être en société (Cingolani, 1986, pp. 184-185).

Dès lors, la stratégie de sortie qu'il adopte tend à l'éloigner de toute forme d'émancipation et d'autodétermination vis-à-vis du mode de vie dominant. Par besoin de sécurité, de stabilité, de statut et reconnaissance immédiate, le sujet fuit tout ce qui pourrait l'entraîner vers des avenues différentes. Il met tous ses efforts, toutes ses ressources, par ailleurs assez nombreuses, au service de sa recherche d'intégration, cherchant à rompre

dès lors avec une tension qu'il ne peut supporter, avec laquelle il ne sait composer. L'important ici, c'est de pouvoir « être comme tout le monde », d'avoir les mêmes besoins que tout le monde, les mêmes loisirs, etc. Même si, pour ce faire, il faut sacrifier son libre arbitre et se retrouver dans le champ des choix de vie hautement hétéronomes.

STRATÉGIE DE LA DÉVIANCE

Le mot clé pour définir cette stratégie, c'est *fermeture*. C'est au cœur de cette stratégie que l'on retrouve l'idée de *communitas* au sens fort du terme. Participant d'une sous-culture de groupe, les sujets qui tendent vers cette stratégie vivent en vase clos, au sein d'entités dont les normes, opposées au système, sont intégrées et vécues en « communauté » (Becker, 1985). Toutes les propriétés de l'espace sont orientées et vécues en ce sens. De là l'idée de déviance car, comme le souligne P. Besnard, « pour qu'il y ait déviance, il faut qu'il y ait une norme de groupe et non pas une simple opinion majoritaire » (1987, p. 121).

Ici, il y a en quelque sorte intériorisation des normes qui, par leur actualisation, deviennent une sorte d'inversion complète du modèle dominant. Les lieux, temps, besoins et sociabilités sont vécus à l'opposé du système central. Et les individus qui s'identifient à cette stratégie ont besoin de ces normes définies de l'extérieur, de façon hétéronome. S'affirme alors la *communitas* de Turner, ou l'atomisation « néo-communautaire » de Touraine, à travers la secte, le gang délinquant, etc. Le sujet aux frontières de la déviance liminale se trouve par la force des choses à distiller dans son groupe son malaise, son propre conflit personnel avec la société.

La « liminalité » devient l'état d'accueil idéal pour tous ceux qui ne cadrent pas dans le système, pour ces jeunes impuissants ou inaptes à intégrer la société, et qui se sentent irrémédiablement attirés par d'autres modèles, que ce soit dans une perspective plus proche des sous-cultures délinquantes (gangs, motards, etc.), ou d'une forme quelconque de sectes ou de communautés fermées. La « liminalité » permet d'expérimenter quelque chose de différent, une façon d'organiser, de planifier sa vie distincte de la structure dominante. Vie nocturne ou vie à la campagne, occupation illégale de logements (*squatting*), sociabilités souterraines, voilà autant de façons d'être et de vivre autrement possibles au sein de l'espace précaire (Roulleau-Berger, 1991).

STRATÉGIE DE LA MARGINALITÉ

Cette stratégie est toujours traversée par une forte recherche du *symbolique*, un peu comme pour faire contrepoids à une société où prédomine le matériel. Ici, il faut prendre l'idée de marginalité dans son sens récent, généralement associé aux phénomènes de jeunesse des années cinquante et soixante, plutôt que dans son sens historique, qui renvoie au paupérisme et aux autres formes de rejet de la société. Pour reprendre les mots d'Yves Barel, il s'agit davantage de « marginalité dont la caractéristique centrale est de porter directement et frontalement sur les principes et fondements de l'ordre économique et social. Il s'agit de la marginalité du rapport à l'argent, du rapport au travail et à la production, et du rapport au pouvoir » (Barel, 1982, p. 119).

Refus de travailler à petit salaire, de « perdre sa vie à la gagner », d'accepter de se conformer à une quelconque dimension de la vie en société. Cette stratégie aux frontières de la « liminalité » marginale participe d'un désir d'une certaine réappropriation de ses choix de vie, de l'organisation de ses temps et de ses lieux de travail, de loisirs, d'intimité, sans rien concéder au système. Elle procède d'une volonté de composer autrement son rapport aux besoins, en se centrant d'abord sur la création artistique, la croissance personnelle, le partage des sentiments (Maffesoli, 1988).

Mais contrairement à la stratégie qui précède, ici le principe d'individuation est fort et les ressources d'action sont au service de cette recherche. L'on n'accepte pas de remplacer la norme sociale par une norme de groupe trop contraignante. Oui à un

minimum d'affiliation, de sociabilité, mais non à la communauté fermée. Ce qui prime, c'est Soi, sa propre façon de vivre et de gérer son temps et ses lieux de vie. C'est la stratégie empruntée par tous ceux qui font une forte recherche symbolique: les artistes radicaux, les adhérents à des mouvances typiques de cette fin de siècle (écologie, Nouvel Âge, etc.), dans la mesure où le mode de vie demeure relativement individualisé, plus proche du réseau que de la communauté fermée.

STRATÉGIE DU NOUVEL ENTREPRENARIAT

Le mot clé de cette quatrième stratégie, c'est *ouverture*. Cette stratégie procède d'une volonté, d'une capacité de se prendre en main, de s'autodéterminer et, par ce biais, de parvenir à être reconnu, en s'intégrant finalement mais à sa manière. Faire en quelque sorte des choix propres, différents du modèle d'intégration dominant, et s'arranger pour que ces choix deviennent un jour acceptables socialement. Les individus qui gravitent à cette frontière sont dans un système ouvert. Ils acceptent certaines des demandes et contraintes du système; mais en retour, ils croient être en mesure de l'influencer à leur manière, d'intégrer la société tout en y apportant des morceaux de leur recherche expressive.

À la différence de l'ancien entrepreneuriat, celui-ci porte en lui des dimensions nettement moins productivistes. Non pas que les sujets refusent tout travail. Mais ils refusent la forme de travail dominant au sein de la société industrielle. Ils affirment chercher une réponse à des besoins autres que la seule satisfaction matérielle. Ils aspirent à conserver un contrôle tant sur le travail que sur leur vie, sur la place et le temps que chaque dimension occupera dans leur propre planification d'ensemble. En fait, l'idée de pouvoir un jour s'intégrer a un sens pour eux, mais ils désirent et aspirent à le faire à leur façon, en gérant eux-mêmes l'organisation de leur vie (Rouilleau-Berger, 1991).

On y retrouve des sujets qui disposent de ressources d'action leur permettant d'entreprendre dans de multiples directions: la culture, le socio-économique local, le communautaire, etc. Entreprendre oui, mais différemment, dans ce qui vous tient à cœur, tout en essayant de faire son chemin, de devenir quelqu'un. Une façon de vivre qui porte bien sûr des risques de récupération et qui sont la conséquence, par exemple, d'une intégration trop rapide qui attirerait l'individu vers l'ancien modèle d'entrepreneuriat propre à la société du travail.

STRATÉGIE DE LA DÉPENDANCE

Chronicité, voilà le mot clé de cette stratégie. Le jeune, situé sur le versant hétéronome de l'espace, par cette stratégie, n'arrive ni à s'intégrer ni à transgresser ouvertement. Fortement hétéronome, il subit les tensions et rien ne permet d'entrevoir comment il va pouvoir se sortir de cette situation. Souvent désireux d'accéder au modèle d'intégration dominant, il se bute à des moyens d'action limités. Et, contrairement aux autres sujets plus hétéronomes, ces limites ne lui offrent guère la possibilité de combler «autrement», par le biais de stratégies de déplacement à la frontière de l'espace (participation, déviance), sa difficulté d'intégration. Dès lors, il semble dans l'incapacité de faire autre chose que de survivre, ballotté entre les deux pôles de la tension.

Ce sont ces jeunes que Louis Maheu appelle les «laissés pour compte du progrès et de la croissance; désœuvrés, frustrés, ils sombrent socialement dans l'inutilité, le non-sens, l'impuissance. Dans la vie de tous les jours, ce destin social doit être des plus pénibles à vivre. Et bien qu'il soit le signe d'un malaise structurel de société, il semble d'abord et avant tout être vécu sur le mode d'une crise existentielle personnelle» (Maheu, 1990). Chez certains, une telle situation entraîne un relatif isolement social, comme en témoigne l'étude de Madeleine Gauthier (Gauthier, 1988). Chez d'autres, elle engendre des problèmes personnels, entraînant des déséquilibres majeurs sur le plan de la santé mentale (Plante, 1984) et accentuant alors le risque de voir apparaître des problèmes plus lourds (suicide, prostitution, itinérance) (Michelina, 1984; Cellier, 1984; Lamontagne

et al., 1987). Même s'il peut faire montre de débrouillardise pour assurer sa survie quotidienne, l'individu qui mène une existence précaire et qui est dépendant demeure bloqué, tant par le contexte que par les limites de ses propres ressources.

STRATÉGIE DE MÉTISSAGE

Le mot clé ici, c'est *actualisation*. Il s'agit d'un sujet plus autonome, qui s'installe au cœur de l'espace précaire, sans chercher trop rapidement à briser les tensions présentes. Tout en étant orientée vers une plus grande émancipation, cette stratégie porte (et supporte) en elle les tensions et, par le fait même, refuse aussi bien une quelconque forme de sectarisme que les risques de récupération inhérents à une intégration trop rapide. Voilà pourquoi on peut lui donner le nom de métissage. Il rend bien l'idée de la rencontre entre plusieurs tensions et la relative acceptation de l'existence même de ces tensions, de ces différences, accompagnée d'une recherche de jonction, d'équilibre et d'unité à l'intérieur de ce cadre.

Il n'y a pas, ici non plus, refus de tout travail. Mais ce qui caractérise cette stratégie, c'est la volonté de ne pas laisser contrôler sa vie par l'univers du travail. On ne refuserait pas d'occuper un emploi intéressant, mais on cherche surtout à harmoniser ses divers temps et lieux de vie. À les harmoniser en fonction de besoins multiples qui vont bien au delà de la dimension instrumentale. On retrouve ici l'affirmation de besoins plus expressifs, la recherche de réalisation de soi, la découverte de nouveaux rapports amoureux et familiaux. En ce sens, les ressources dont disposent ces jeunes sont orientées en fonction de la réalisation de ces aspirations. Ces ressources, plus importantes en termes de support et de capacités d'apprentissage, sont utilisées ici de façon plus autonome.

Finalement, c'est cette stratégie qui rejoint le plus étroitement les observations d'autres chercheurs sur les mutations qui frappent actuellement les jeunes générations (Roberts, 1985; Cingolani, 1986; Lesage, 1986; Grell, 1986; Dubet, 1987; Lalive d'Épinay, 1989; Zoll, 1987, 1992). Bien qu'ils soient aussi présents à des degrés variables dans d'autres stratégies, tout particulièrement dans le versant plus autonome de l'espace, la stratégie de métissage nous permet peut-être d'observer les traits d'un nouveau sujet social. Un sujet portant en lui une culture, une éthique et une recherche identitaire différentes de ce que nous avons connu jusqu'ici. Un sujet plus ancré dans une démarche d'autoréalisation, de création et de communication, tous éléments participant d'une volonté de s'émanciper et de se démarquer de l'orientation normative propre aux sociétés modernes.

En terminant, récapitulons les propositions qui viennent d'être formulées et qui constituent, en quelque sorte, une hypothèse globale sur les mutations touchant la jeunesse dans l'actuelle conjoncture de changement. Tributaire des présentes mutations dans les conditions d'accès à l'intégration, la jeunesse n'est plus un temps, mais bien un espace de vie, un «espace social précaire», au sein duquel de nombreux jeunes sont amenés à s'installer à long terme. Cet espace possède des propriétés (lieux, temps, besoins, sociabilités) traversées par des tensions. Les tensions polarisent le degré d'intégration et d'autonomie des sujets. De cette polarisation se dégagent six stratégies: quatre sont en déplacement vers les frontières de l'espace précaire, deux autres se trouvent au centre des tensions. Enfin, tout particulièrement issus de la stratégie de métissage, ainsi que des stratégies plus autonomes, apparaissent peut-être les traits d'un nouveau sujet social, en rupture avec la société du travail, sujet qui annoncerait déjà ce que sera la société de demain.

Jean-François RENÉ
Département de sociologie
Université de Montréal
C.P. 6128, Succ. «A»
Montréal (Québec)
Canada H3C 3J7

RÉSUMÉ

Partant du constat d'une transformation du modèle d'« entrée dans la vie » et des conditions d'accès à l'âge adulte, cet article propose, en se fondant sur une démarche empirique complémentaire, un cadre d'analyse de la forme que prend aujourd'hui la jeunesse. Étant donné la précarisation que connaissent des modes de vie d'une portion importante des nouveaux jeunes adultes, l'article émet l'hypothèse que la jeunesse, d'un temps social, se transformerait en un espace social. Un « espace social précaire » constitué de propriétés et traversé par des tensions reflétant la présente conjoncture de changement. Un espace au sein duquel on trouve 6 stratégies de vie, formant une typologie des principales façons de composer avec les ressources disponibles.

SUMMARY

Based on the observation of a transformation in the "life entry" model and in conditions of access to adulthood, and complemented by empirical research, this paper proposes an analytical framework of the form today's youth is taking. Taking into account the precariousness of lifestyles of a large part of new young adults, the idea is put forward that youth is undergoing a transformation from social time to social space. A "precarious social space" made up of properties and marked by tensions characterizes the present moment in this process of change, a space within which can be identified six life strategies, that is, a typology of the main ways of coming to terms with the available resources within this space.

RESUMEN

Partiendo de la comprobación de una transformación en el modelo de "entrada en la vida" y en las condiciones de acceso a la edad adulta, este artículo propone, basándose en un plan empírico complementario, un cuadro de análisis de la forma que toma hoy la juventud. Teniendo en cuenta la precariedad en los modos de vida de una porción importante de los jóvenes adultos, el artículo avanza la idea de que la juventud de un tiempo social, se transformaría en un espacio social. Un "espacio social precario" constituido de propiedades y atravesado por tensiones que reflejan la presente coyuntura de cambio. Un espacio en el seno del cual se encontrarían 6 estrategias de vida, o sea una tipología de las diversas maneras de transigir con los diversos recursos disponibles en su seno.

BIBLIOGRAPHIE

- BAETHGE, M. (1985), « L'individualisme comme espoir et danger : apories et paradoxes de l'adolescence dans les sociétés occidentales », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. XXXVII, n° 4, pp. 477-491.
- BAILLEAU, F. (1991), « Les mutations désordonnées de la société française », *La Recherche*, vol. 22, mai, pp. 685-691.
- BAREL, Y. (1982), *La marginalité sociale*, Paris, PUF.
- BECKER, H.S. (1985), *Outsiders*, Paris, Éd. A-M. Métailié.
- BESNARD, P. (1987), *L'anomie*, Paris, PUF.
- CAROUX, J. (1982), « Des nouveaux mouvements sociaux à la dérobade du social ? », *Cahier internationaux de Sociologie*, vol. LXXII, pp. 145-157.
- CASTORIADIS, C. (1975), *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil.
- CHARBONNEAU, F., J.-P. PANET-RAYMOND et C. POIRIER (1985), *Les conditions de vie des salariés québécois et leur stratégie en temps de crise*, rapport de recherche, Université de Montréal.
- CINGOLANI, P. (1986), *L'exil du précaire*, Paris, Méridiens Klincksieck.
- Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux (1987), commission Rochon, *Dossier « Adolescents 12-17 ans »*, programme de consultation des experts.
- Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux (1988), commission Rochon, *Rapport général*, Gouvernement du Québec, Les publications du Québec.
- CORRIN, E. (1986), « Centralité des marginalités et dynamique des centres », *Anthropologie et Société*, vol. 10 n° 2, pp. 6-16.
- DANDURAND, P. (1986), « Situation de la formation professionnelle au Québec », *Une société des jeunes*, sous la direction de Fernand Dumont, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, pp. 209-236.
- DUBET, F. (1987), *La galère : jeunes en survie*, Paris, Fayard.
- GALLAND, O. (1984), « Précarité et entrées dans la vie », *Revue française de sociologie*, vol. XXV, pp. 49-65.
- GALLAND, O. (1985), *Les jeunes*, Paris, La Découverte.
- GALLAND, O. (1991), *Sociologie de la jeunesse, l'entrée dans la vie*, Paris, Armand Collin.
- GAUTHIER, M. (1988), *Les jeunes chômeurs, une enquête*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.
- GIDDENS, A. (1987), *La constitution de la société*, Paris, PUF.

- GRELL, P. (1985), *Étude du chômage et de ses conséquences: les catégories sociales touchées par le non-travail*, GAPS, Université de Montréal, École de Service social.
- GRELL, P. et A. WERY (1989), « La banlieue du travail salarié: enjeu de la politique sociale? », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 2, n° 2, pp. 100-110.
- HABERMAS, J. (1987), *Théorie de l'agir communicationnel*, tome 2, Paris, Fayard.
- LALIVE D'ÉPINAY, C. (1989), « Individualisme et solidarité aujourd'hui », *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. LXXXVI, pp. 15-31.
- LAMONTAGNE, Y., Y. GARCEAU-DURAND, S. BLAIS et R. ÉLIE (1987), *La jeunesse québécoise et le phénomène des sans-abri*, Québec, PUQ et Québec-Science éditeur.
- LANGLOIS, R. (1990), *S'appauvrir dans un pays riche*, Montréal, Centrale de l'enseignement du Québec, Éditions Saint-Martin.
- LAZURE, J. (1986), « Les modes de vie des jeunes », *Une société des jeunes*, sous la direction de Fernand Dumont, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, pp. 45-59.
- LÉGER et HERVIEUX (1983), *Des communautés pour les temps difficiles: néo-ruraux ou nouveaux moines*, Paris, Le Centurion.
- LESAGE, M. (1986), *Les vagabonds du rêve, vers une société de marginaux*, Montréal, Boréal.
- MAFFESOLI, M. (1988), *Le temps des tribus, Le déclin de l'individualisme dans les sociétés de masse*, Paris, Méridien Klincksieck.
- MAHEU, L. (1990), « Le désespoir, un révélateur politique », *Le Devoir*, 19 janvier.
- MARTIN, B. (1981), *A Sociology of Contemporary Cultural Change*, New York, St. Martin's Press.
- MELUCCI, A. (1989), *Nomads of the Present*, Londres, Hutchison Radius.
- MICHELINA, J. (1983), *Des jeunes sans avenir: propos et confidences*, Centre des services sociaux du Montréal métropolitain (CSSMM).
- MORIN, E. (1981), « Peut-on concevoir une science de l'autonomie? », *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. 71, pp. 255-262.
- OFFREDI, C. (1988), « La précarité des années quatre-vingts ou un phénomène social en gestation dans la société », *Revue internationale d'action communautaire*, n° 19/59, printemps 1988, pp. 21-31.
- PARTRIDGE, J. (1973), *The hippie ghetto: the national history of a subculture*, N.-Y., Montréal, Holt, Rinehart and Winston.
- PAYEUR, C. (1988), *L'école et l'emploi. Pour une problématique formation-emploi renouvelée*, Québec, Centrale de l'enseignement du Québec.
- PAYEUR, C. (1990), *S'engager pour l'avenir, formation professionnelle, éducation et monde du travail au Québec*, Québec, Centrale de l'enseignement du Québec.
- PITROU, A. (1987), « L'interaction entre la sphère du travail et la sphère de la vie familiale », *Sociologie et Sociétés*, vol. XIX, n° 2, pp. 103-123.
- PROVOST, M. (1987), *Les nouveaux phénomènes sociaux: la catégorie sociale « jeunesse »*, Québec, Commission d'enquête sur la santé et les services sociaux.
- RENÉ, J.F. (1986), « Jeunesse: la résistance à l'épreuve du quotidien », *Jeunesses: des illusions tranquilles*, Montréal, VLB éditeur, pp. 99-148.
- RENÉ, J.F. (1990), « Jeunesse: la mouvance comme mode de vie », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 3, n° 1, pp. 61-74.
- ROULLEAU-BERGER, L. (1991), *La Ville intervale, jeunes entre centre et banlieue*, Paris, Méridiens Klincksieck.
- ROSS, D.P. et R. SHILLINGTON (1989), *Données de base sur la pauvreté au Canada*, Ottawa, Conseil canadien de développement social.
- ROSZAK, T. (1970), *Vers une contre-culture*, Paris, Stock+Plus.
- SALES, A. (1991), « Privé, public et société civile: champs sociaux et structures du pouvoir », *La recomposition du politique*, sous la direction de L. Maheu et A. Sales, Paris, l'Harmattan et Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, pp. 43-67.
- SIMMEL, G. (1981), *Sociologie et épistémologie*, Paris, PUF.
- TOURAINÉ, A. (1989), « La Crise de la modernité », *Interface*, mars-avril, vol. 10, n° 2, pp. 30-35.
- TOURAINÉ, A. (1992), *Critique de la modernité*, Paris, Fayard.
- TURNER, V. (1990), *Le phénomène rituel. Structure et contre-structure*, Paris, PUF.
- ZOLL, R. (1992), *Nouvel individualisme et solidarité quotidienne*, Paris, Éd. Kimé.